

Page -

Délibération n°2017/CC08/15

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Délibération n°2017/CC08/15

Séance du mercredi 15 novembre 2017

Nombre de membres en exercice : 31
 Nombre de présents : 21
 Nombre de votants : 30

Date de la convocation : 27 octobre 2017

L'an deux mille dix-sept le quinze octobre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle du conseil au siège de la Communauté de communes du Bassin de Marennes, sous la présidence de Monsieur Mickaël VALLET.

Présents :

M. VALLET, Mmes BERGEON et JOHANNEL, MM. DESHAYES, MOINET et SLEGR, conseillers de Marennes
 M. PROTEAU, Mme HUET, MM. BOMPARD et GABORIT, conseillers de Bourcefranc-Le Chapus
 Mme BEGU LE ROCHELEUIL, M. GUIGNET, conseillers de Saint Just Luzac
 MM. BROUHARD, Mme CHEVET, M. LATREUILLE, conseillers du Gua
 M. PETIT, Mme CHARRIER, conseillers de Hiers Brouage
 Mme O'NEILL, M. SERVENT, conseillers de Nieulle sur Seudre
 MM. PAPINEAU et GAUDIN conseillers de Saint Sornin

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme AKERMANN (pouvoir donné à M. VALLET)
 Mme FARRAS (pouvoir donné à M. SLEGR)
 Mme MONBEIG (pouvoir donné à M. PROTEAU)
 M. ROUSSEAU (pouvoir donné à M. PETIT)
 M. MANCEAU (pouvoir donné à Mme BEGU LE ROCHELEUIL)
 Mme POGET (pouvoir donné à Mme CHARRIER)
 M. DELAGE (pouvoir donné à Mme CHEVET)
 M. LAGARDE (pouvoir donné M. SERVENT)
 Mme BALLOTEAU (pouvoir donné à M. DESHAYES)

Excusé :

M SAUNIER

Secrétaire de séance : Monsieur Joël PAPINEAU

ooOoo

15 – CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE – TRANSFERT DE COMPETENCES & MODIFICATION STATUTAIRE

Monsieur le Président rappelle que lors du conseil communautaire du 19 octobre 2016, la communauté de communes adoptait des nouveaux statuts pour faire suite à la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015.

En effet, celle-ci prévoyait, au 1^{er} janvier 2017, un certain nombre de transferts de compétences des communes aux communautés, soit à titre obligatoire, optionnel ou facultatif. Parmi les compétences optionnelles de la communauté de communes, figure celle relative à l'action sociale d'intérêt communautaire.

Or, la loi NOTRe prévoit que lorsqu'il existe un Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) sur le territoire de l'intercommunalité, cette compétence lui soit transférée dans sa totalité.

Aussi, Monsieur le Président, conformément à cette législation, propose au conseil d'acter le transfert de la compétence « action sociale d'intérêt communautaire » au CIAS.

Monsieur le Président souligne donc que du fait de ce transfert de compétences, les statuts du Centre Intercommunal d'Action Sociale doivent être modifiés.

En effet, ceux-ci doivent intégrer dans l'article 2, les nouvelles attributions du CIAS à savoir : « action sociale d'intérêt communautaire » qui a été définie comme suit :

- * dispositifs de développement en matière d'insertion économique et sociale, d'emploi et de la formation professionnelle,
- * soutien aux associations dont l'activité est proposée par une seule structure sur le périmètre de la communauté de communes et dont le siège est situé dans une commune membre ou à proximité du territoire mais qui permettent la pratique d'une activité inexistante sur le périmètre de la Communauté de Communes. De plus, ces associations doivent accueillir des adhérents en provenance d'au moins trois communes du territoire,
- * politique éducative en direction de l'enfance et de la jeunesse :
 - le soutien aux activités suivantes, menées au sein du collège Jean Hay de Marennes : le foyer socio-éducatif, l'association sportive des élèves, l'opération « Lire en Fête »,
 - le projet éducatif local intercommunal,
 - les activités culturelles, socio-éducatives et sportives dans le cadre périscolaire et des pauses méridiennes,
 - les contrats locaux d'accompagnement scolaire,
 - la formation du personnel d'encadrement des garderies périscolaires,
 - les fonds locaux d'aides à l'initiative des jeunes,
 - les sorties culturelles des adolescents et jeunes adultes,
 - les structures d'accueil de la petite enfance,
 - les relais d'assistantes maternelles,
 - les points accueil d'adolescents et de jeunes adultes,
 - les centres de loisirs sans hébergement,
- * service d'aide à domicile,
- * analyse des besoins sociaux,
- * élaboration, suivi et animation du Contrat Local de Santé.

Monsieur le Président demande donc au conseil d'adopter les nouveaux statuts du Centre Intercommunal d'Action Sociale.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- vu la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015,
- vu les statuts de la communauté de communes du Bassin de Marennes portant sur la compétence action sociale,
- vu les statuts du Centre Intercommunal d'Action Sociale et son article 2,
- suite à l'exposé de son Président, après débat et en avoir délibéré,

DECIDE

- de prendre acte du transfert, au 1^{er} janvier 2018, de la compétence « action sociale d'intérêt communautaire » auprès du Centre Intercommunal d'Action Sociale,
- de valider les nouveaux statuts du Centre Intercommunal d'Action Sociale, joints en annexe.

ADOpte A L'UNANIMITE

AR PREFECTURE

017-241700699-20171115-2017CC0815-DE
Reçu le 29/11/2017

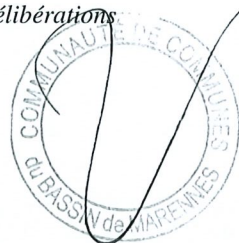
Page -

Délibération n°2017/CC08/15

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

Le Président

Mickaël VALLET



En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative «Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».

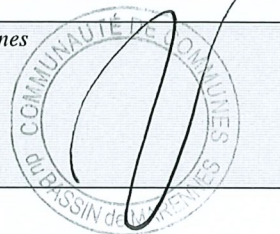
Je soussigné Mickaël VALLET, Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes

Certifie le caractère exécutoire de la présente délibération

Par transmission à la Sous Préfecture le : 29.11.2017

Par réception en Sous Préfecture le : 29.11.2017

Affichée, publiée ou notifiée le : 30.11.2017



AR PREFECTURE

017-241700699-20171115-2017CC0815-DE

Reçu le 29/11/2017

**Centre Intercommunal d'Action Sociale
Communauté de Communes du Bassin de Marennes**

STATUTS

Article 1er : Constitution

En application des articles L-123-4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles, il est créé un Centre Intercommunal d'Action Sociale (ci-après CIAS) rattaché à la Communauté de Communes du Bassin Marennes (ci après CdC du Bassin de Marennes). Le CIAS est constitué à compter du 1^{er} Janvier 2010 et prend le nom de « CIAS du Bassin de Marennes ».

Article 2 : Objet

Le « CIAS du Bassin de Marennes » a pour objet de favoriser l'action sociale d'intérêt communautaire sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes de Marennes.

Il a pour attribution :

- Action sociale d'intérêt communautaire.

Titre I

Organisation administrative du CIAS

Article 3 : Sièg

Le sièg du « CIAS du Bassin de Marennes » est celui de la CdC de Marennes soit 10 rue du maréchal Foch 17 320 Marennes.

Article 4 : Organisation

Le « CIAS du Bassin de Marennes » est administré par un conseil d'administration et par son président qui en est le représentant légal.

Le Président assure le fonctionnement du CIAS.

Le Conseil d'Administration et l'Exécutif.

Article 5 : Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Président de la CdC de Marennes et comprend outre ce dernier 22 membres répartis en deux collèges :

* pour le premier collège - 11 représentants de la Communauté de Communes, élus au scrutin majoritaire au vote à bulletin secret, parmi le conseil communautaire et par celui-ci selon la répartition suivante :

- 4 représentants de la commune de Marennes,
- 2 représentants de la commune de Bourcefranc le Chapus,
- 1 représentant de la commune de Le Gua,
- 1 représentant de la commune de Saint Just Luzac,
- 1 représentant pour la commune de Nieulle sur Seudre,
- 1 représentant pour la commune de Hiers Brouage,
- 1 représentant pour la commune de Saint Sornin

* pour le deuxième collège - 11 membres nommés par le Président de la Communauté de Communes par arrêté, parmi les personnes participants à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans les communes considérées. Au nombre des membres nommés doivent figurer un représentant des associations qui œuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions, un représentant des associations familiales désigné sur proposition de l'Union Départementale des Associations

AR PREFECTURE

017-241700699-20171115-2017CC0815-DE

Reçu le 29/11/2017

~~Familiales, un représentant des associations~~ de retraités et de personnes âgées du département et un représentant des associations de personnes handicapées du département.

Les membres élus et les membres nommés le sont à la suite de chaque renouvellement du conseil communautaire et pour la durée du mandat de ce conseil. Leur mandat est renouvelable.

Article 6 : Le Président et le Vice-président

Le Président du Conseil d'Administration est de droit le Président de la CdC de Marennes. Dès qu'il est constitué, le Conseil d'Administration élit en son sein un vice-président qui le préside en l'absence du Président de la CdC de Marennes. Il est membre du collège « élus » issu du conseil communautaire.

Le Président du Conseil d'Administration est le représentant légal du CIAS.

Le Président du Conseil d'Administration :

- représente en justice et dans les actes de la vie civile le CIAS, et peut ester en justice;
- fait tout acte conservatoire des droits du CIAS;
- prépare les décisions du Conseil d'Administration et prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Administration;
- accepte, à titre conservatoire, des dons et legs et de former, avant l'autorisation, des demandes en délivrance;
- est l'ordonnateur du CIAS et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses,
- nomme les personnels du CIAS.

Article 7 : Les membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent :

- être agents de la Communauté de Communes ou du CIAS;
- prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec le CIAS;
- occuper une fonction dans ces entreprises;
- assurer une prestation pour ces entreprises;
- prêter leur concours à titre onéreux au CIAS.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le Conseil d'Administration, à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Président de la CdC de Marennes.

Les membres du Conseil d'Administration doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés à la suite de chaque renouvellement du conseil communautaire et pour la durée de ce mandat.

Leur mandat est renouvelable.

En cas de démission ou de décès, il est procédé dans les plus brefs délais au remplacement de la personne démissionnaire ou décédée et le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du conseil communautaire.

Les membres du Conseil d'Administration ne reçoivent aucune rémunération ni jetons de présence mais peuvent être remboursés de leurs frais de déplacement sur justificatif.

Article 8 : Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement du CIAS. Les délibérations du CIAS ne sont soumises à l'avis ou à l'avis conforme du conseil communautaire que dans les cas prévus aux articles L-2121-34 et L-2241-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

AR PREFECTURE

017-241700699-20171115-2017CC0815-DE
Reçu le 29/11/2017

~~Le Conseil d'Administration décide les acquisitions, aliénations et prises en location de biens immobiliers, les mises en location de biens mobiliers et immobiliers qui appartiennent au CIAS.~~

La tarification des prestations et produits fournis par le CIAS est fixée par le Conseil d'Administration en conformité des textes régissant les activités.

Les marchés de travaux, transports, fournitures sont soumis aux règles du Code des Marchés Publics.

Le Conseil d'Administration peut donner délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés en la forme négociée en raison de leurs montants.

La passation des contrats donne lieu à un compte rendu spécial au Conseil d'Administration dès sa plus proche réunion, à l'exception de ceux dont le montant est inférieur à une somme fixée par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration :

- crée les emplois du CIAS, règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel;
- autorise le Président à intenter ou soutenir les actions judiciaires et à accepter les transactions;
- vote le budget du CIAS et délibère sur les comptes;
- délibère sur les mesures à prendre au vu des résultats de l'exploitation à la clôture de chaque exercice et au besoin en cours d'exercice,
- délibère sur l'acceptation définitive des dons et legs.

Le Conseil se réunit obligatoirement tous les 3 mois. Il peut en outre être réuni par son président chaque fois que celui-ci le juge utile ou sur la demande de la majorité des membres. L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Toute convocation est faite par le Président. Elle est adressée par écrit et à domicile, cinq jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par décision du Président.

Le Conseil ne peut délibérer que lorsque la moitié des membres en exercice assiste à la séance. Quand, après deux convocations successives, à trois jours au moins d'intervalle, le Conseil ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération est valable quel que soit le nombre de membres présents.

Un membre du conseil empêché d'assister à la séance peut donner à un administrateur de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom sur les questions figurant à l'ordre du jour de la séance dont la date sera portée sur le pouvoir.

Un même administrateur ne peut être porteur que d'un seul mandat.

Le mandat est toujours révocable. Si l'administrateur qui l'a donné ne peut matériellement récupérer son pouvoir, il notifie sa décision par écrit à l'administrateur qui l'a reçu et adresse copie de cet écrit au Président avant la séance s'il ne peut lui-même assister.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Les séances du Conseil d'Administration ne sont pas publiques.

Le Conseil désigne en son sein un secrétaire de séance. Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé.

AR PREFECTURE

017-241700699-20171115-2017CC0815-DE

Reçu le 29/11/2017

~~Le personnel administratif assiste aux séances~~ avec voix consultative, excepté s'il est personnellement intéressé à l'affaire.

Le Président peut inviter aux séances du Conseil d'Administration toute personne qualifiée avec voix consultative.

Titre II **Dispositions financières**

Chapitre I – L'exercice budgétaire

Article 9 : Le budget

Le projet de budget de l'année à venir est préparé par le Président du Conseil d'Administration. Il est voté par le Conseil d'Administration.

Article 10 : Compte Administratif

En fin d'exercice, le Président du Conseil d'Administration établit le compte administratif et le comptable établit le compte de gestion.

Ces documents sont présentés au Conseil d'Administration au plus tard le 30 juin de chaque année.

Les comptes sont ensuite transmis pour information au conseil communautaire dans un délai de deux mois à compter de la délibération du Conseil d'Administration.

Article 11 : Règles comptables

Les règles qui régissent la comptabilité des communes sont applicables au CIAS. Les règles qui régissent la comptabilité des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics autonomes sont applicables aux établissements et aux services mentionnés à l'article L-312-1 qui sont gérés par le CIAS.

Chapitre II – L'agent comptable

Article 12 : Désignation

Le comptable du CIAS est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal.

Chapitre III – Le régime financier

Article 13: Recettes

Les recettes sont constituées des apports, dons, legs, subventions, réserves, dotations, FCTVA, sommes perçues au titre des prestations assurées par le CIAS, revenus des biens meubles et immeubles, ainsi que toutes recettes légalement autorisées.

Le CIAS est habilité à contracter des emprunts auprès de tout organisme prêteur ou auprès des particuliers, sous réserve de l'application de l'article L-2121-34 du Code Général des Collectivités Locales.

Les fonds du CIAS sont déposés au Trésor.

Article 14 : Régies d'avances et de recettes

Le Président du Conseil d'Administration peut, par délégation du Conseil d'Administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R-1617-1 à R-1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

AR PREFECTURE

017-241700699-20171115-2017CC0815-DE
Reçu le 29/11/2017

Titre III

Modification des statuts et durée du CIAS

Article 15 : Modification des Statuts

Les présents statuts peuvent à tout moment faire l'objet de modifications par délibérations concordantes du Conseil d'Administration du CIAS et du conseil de la CdC de Marennes.

Article 16 : Durée du CIAS :

Le C.I.A.S. est constitué pour une durée illimitée. Il peut cependant être mis fin au CIAS en vertu d'une délibération du conseil communautaire.

La délibération du conseil communautaire décidant de mettre fin à l'exploitation du CIAS détermine la date à laquelle prennent fin les opérations du CIAS. Les comptes sont arrêtés à cette date.

Le Président de la CdC de Marennes est chargé de procéder à la liquidation du CIAS et peut désigner à cet effet un liquidateur dont il détermine les pouvoirs.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par l'agent comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la CdC de Marennes.

Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris au budget de la CdC de Marennes, par délibération du conseil communautaire.

En cas de dissolution, la situation des personnels du CIAS est déterminée par délibération prévue à l'article L2221-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, et est soumise, pour avis, aux commissions administratives paritaires compétentes.

Titre IV

Règlement Intérieur

Article 17 : Contenu

Un règlement intérieur approuvé par le Conseil d'Administration du CIAS peut préciser en tant que besoin, toutes autres précisions non prévues aux statuts.

A Marennes, le 15 novembre 2017

Le Président
Mickaël VALLET

